

13 actes de rationalisation de la répression

13 actes, pour combien de brèches ouvertes dans les libertés publiques ?

Récit d'une (parmi d'autres) arrestation arbitraire au Danemark.

Nicolas Haeringer

Le 16 décembre, nous étions probablement plus de cinq mille, peut-être dix mille, à manifester sous le slogan « Reclaim Power ». Une manifestation autorisée par les autorités danoises, parfaitement légale, donc. Nous formons le « bloc bleu », et devons rejoindre les délégués à la COP15 qui doivent quitter le Bella Center, pour protester contre l'accord qui se dessine, et mettre en lumière les solutions portées par le réseau Climate Justice Now!, les organisations participant au Klima Forum, etc.

Au même moment, quelques centaines d'activistes se retrouvent un peu plus à l'Ouest, avec pour objectif de s'approcher le plus possible du Bella Center. Enfin, le Bike Bloc est censé créer des diversions un peu partout dans le quartier, et ainsi occuper la police, pour laisser plus de chances aux autres blocs.

Pour le Bloc bleu, rendez-vous est donné à la gare de Tarnby, au sud-est du Bella Center, vers lequel nous devons marcher. Peu de monde à l'arrivée, j'en profite, avec d'autres militants des réseaux Climate Justice Action! et Climate Justice Now!, pour caler les derniers détails. Pas mal de choses à régler, d'autant que le camion sono est en retard. Surtout, la crainte d'arrestations rend tout le monde un peu méfiant. La banderole de tête doit être tenue par quelques militants internationaux. Aussi tôt après, un bloc compact de militants rompus à l'action directe non-violente est censé assurer la sécurité du cortège, entouré dans son entier par un cordon de militants, pour éviter que la police ne puisse y pénétrer.

Il faut donc s'assurer que chacun soit à sa place au début de la manif, et rester en contact permanent, ou presque, avec les délégués qui sont à l'intérieur du Bella Center, pour qu'ils sortent au moment où nous arrivons. Bref, passer des coups de fil, courir d'un bout à l'autre de la manif, faire des allers-retours. Rien de bien méchant, rien que de très classique. Et puis ça tombe bien, j'ai un portable danois, et un portable français.

Au bout d'une petite heure, je m'éloigne de quelques mètres du cortège, pour regarder le plan de la ville, à un arrêt de bus, histoire de savoir où nous en sommes, et de donner aux copains à l'intérieur du Bella des indications un peu plus précises sur le moment où ils doivent sortir.



La scène suivante ne dure que quelques secondes (cf. photo ci-dessus). Elle commence par une bousculade, et s'achève dans un jardin. Je suis soulevé de terre, je vois des cagoules, des matraques télescopiques, et la rue qui défile, sans que je ne marche ni ne coure. Pendant un instant, panique : et si c'était des militants d'extrême-droite qui m'enlevaient, comme ça, pour casser du gauchiste ? Un instant seulement : j'entends les premiers « police, police ». Jamais je n'aurais cru être soulagé d'être en les mains de flics, mais c'est presque le cas à ce moment là. Des flics en civil, donc. Ils sont cinq ou six, et me jettent sur le sol d'un fourgon, qui démarre aussitôt, en trombe. J'ai juste le temps de leur dire « I won't resist, you don't need to hurt me ». Je suis maintenu par deux flics, qui me tiennent sous les aisselles. Les flics s'informent : « you understand English ? », puis m'informent : « you have been arrested by the danish police, because we consider that you are a threat to the public order. You have the right to remain silent. We will bring you to the climate jail, you know what it is ? ». « Nous pensons que vous êtes une menace ». Tout est donc dans ce « nous pensons ». Des supputations, et aucune présomption d'innocence. On s'arrête, la porte latérale s'ouvre sur une haie, qui s'ouvre sur un jardin, et un cabanon. Mauvais film : et s'ils me cassaient la gueule là-bas derrière ?

La scène suivante va durer 7 heures. Je descends dans le jardin. Fouille au corps, de mes affaires, et premier relevé d'identité. Dans mon sac, quelques autocollants « strip the cops » (déshabiliez les flics, COP se référant également à la Conference of Parties de l'ONU). Et ça commence à tourner : vu qu'ils m'arrêtent pour un trouble que je n'ai pas encore commis mais qu'ils pensent que je vais commettre, ils ont sans doute l'esprit

assez tordu pour considérer que ces stickers sont un appel à la violence contre agents dépositaire de l'autorité publique. De fait, déshabiller un flic n'est pas aisé, et par ce froid, c'est sûr que ce serait criminel. Mais les flics sont plutôt joviaux, et corrects. Sensation étrange, c'est un peu comme s'ils annonçaient, avec un grand sourire : « Ne vous inquiétez pas, tout va bien se passer. Peut-être que vous allez finir en détention préventive, voire passer en comparution immédiate. Mais ça n'est pas si grave. Au fait, vous voulez un verre d'eau ? Excusez-nous, mais on doit vous mettre des menottes, c'est la procédure ». Bon, ils ne m'ont pas dit exactement ça, mais l'esprit y est, et ils m'ont passé des bracelets rislan.

Le jardin n'est pas attenant à un commissariat secret. Nous sommes sur la propriété d'un danois, qui sort de chez lui, intrigué, et visiblement un peu agacé, peut-être apeuré aussi (maintenant que je ne vois pas que leurs rangers, leurs cagoules et leurs matraques, je leur trouve un petit côté « Ya Basta! », mais l'impression « milice d'extrême droite » est tenace). Je remercie le propriétaire de nous accueillir ainsi, et jette un coup d'œil vers la rue. « Don't even try to run », me dit l'un des flics : « with you arms locked, you would fall on the ground ». Vu qu'il est plutôt balèze je lui dis que de toute manière, c'est à peu près sûr que je cours moins vite que lui. La fouille est finie, ils me font signe de rentrer vers le fourgon. Je m'assure qu'ils n'ont rien perdu : passeport, portefeuille, téléphone : « yes, we have your two cell phones », avec un regard entendu. Je leur demande si je peux pisser : « I guess this is my last opportunity for the next hours ». Ils m'assurent que non. Comme ça n'est ni mon jardin, ni leur commissariat, je n'insiste pas.

Ils me font monter dans le van, et me montrent l'arrière « sit down here ». Je fais mine de m'asseoir sur le siège du fond. « No, sit on the ground » : le van a juste assez de siège pour les flics, ils n'allaient quand même pas me passer le leur. Et là, attente. Ils rigolent, mangent des sucreries, qu'ils se passent sous mon nez. Si je n'étais pas assis par terre dans un fourgon de la police danoise, et que les types autour de moi n'étaient pas des flics en civil qui venaient de m'arrêter, le moment serait presque agréable. Ça tourne toujours un peu. Tazio Mueller a été arrêté la veille, par des flics en civil, dans des conditions similaires : une arrestation ciblée, dans la foule. Il est depuis inculpé pour incitation à la violence. Même scénario ? Pas le temps d'y penser plus, le fourgon repart. Quelques mètres seulement. Le temps pour un autre camion de nous rejoindre. Je suis transféré d'un fourgon à l'autre, et change d'équipe. Les civils retournent probablement à la manif, avec leur fourgon. Rationalisation de la répression, premier acte.

Avant de monter dans le nouveau van, ils me prennent en photo, avec l'un des flics qui m'a arrêté. Vu qu'il avait tiqué sur mes cartes de visite, je lui demande « would you mind sending me the picture, you've got my email ? ». Toujours rien reçu, mais ça viendra peut-être. La photo est imprimée, ils l'accrochent à mon sac : rationalisation de la répression, deuxième acte.

Je monte, j'ai un siège à moi, et même une ceinture de sécurité. Il ne sont plus que deux pour s'occuper de moi : rationalisation de la répression, troisième acte.

Et on part. Direction la climate jail ? Non, direction un troisième fourgon, cellulaire, celui-ci. Rationalisation de la répression, quatrième acte.

Il y a déjà du monde dedans, des allemands. Dans ma cellule, Fred (prénom changé). Il a été arrêté alors qu'il tentait de franchir les grilles protégeant le Bella Center, comme tout

le green bloc. On repart. Après quelques minutes, on distingue, à travers les hublots, des immeubles et des maîtres-chiens sur la gauche, un bâtiment blanc tout moche et des grilles sur la droite. On doit être arrivés à la climate jail. La portière s'ouvre, et rentre Aneke (prénom modifié aussi). Les cellules du fourgon sont mixtes. Pas super pour l'intimité (les types d'à côté sont dedans depuis longtemps, sans accès à des toilettes). Limite humiliant. Rationalisation de la répression cinquième acte.

En fait, Aneke vient de se faire arrêter. On est dans la zone rouge, le bâtiment tout moche, c'est le Bella Center. Elle est rentrée sans soucis, mais a eu peur des chiens et a donc préféré se faire arrêter : 'UN security, on y rentre plus facilement qu'on en sort'. On en profite pour s'informer de ce qui s'est passé. Apparemment, une partie du bike bloc n'est pas loin. Bonne nouvelle, donc.

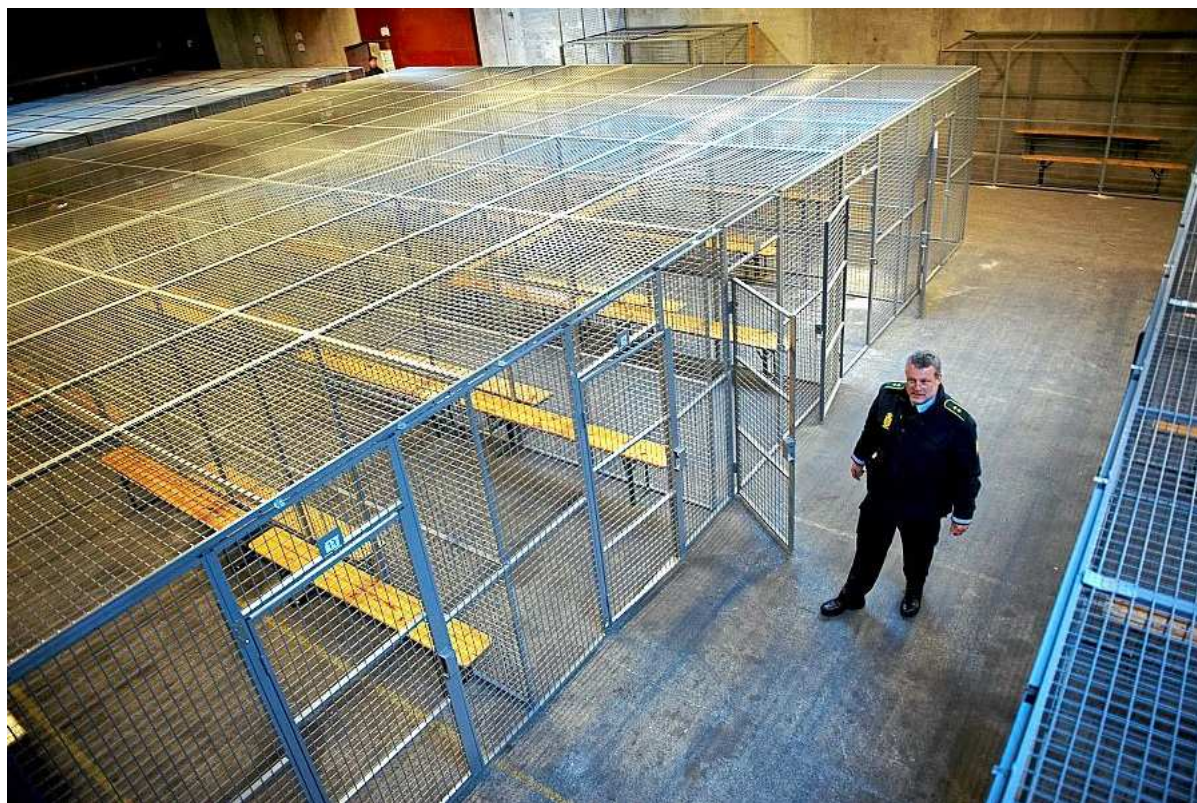
Et on repart. Direction la climate jail, cette fois pour de bon. Réouverture de la portière. « Nicolet ? » demande un flic en ouvrant la première porte, et en prenant mon sac. Avantage de la photo, scotchée par la deuxième équipe de flics qui m'a prise en charge, le flic se rend tout seul compte que d'une, il cherche un Nicolas plutôt qu'un Nicolet, et que de deux, ce n'est pas l'allemand qu'il s'apprêtait à faire descendre. Rationalisation de la répression, sixième acte.

Il me fait donc descendre, et entrer dans le hangar. Boucan d'enfer à l'intérieur, registre « No justice, no peace, fuck the police » : je ne suis pas le seul à avoir été arrêté. Dans le hangar, plusieurs comptoirs, ambiance guichet d'embarquement d'une compagnie aérienne. Rationalisation de la répression, septième acte.

Un flic me prend mes affaires, les examine à nouveau, pendant qu'un autre m'amène vers une sorte de tableau blanc. Au feutre effaçable, un numéro, un nom et une date de naissance, qu'il efface aussitôt, et remplace par les miens, avant de prendre en photo de face, profil droit, de dos, profil gauche. Je suis le numéro 056, du panneau n°3, il y en a une bonne dizaine. Rationalisation de la répression, huitième acte.

Ils m'ôtent mes bracelets rislan. Retour au guichet. Je demande si je peux prendre mes boules quies avec moi. C'est mon côté petit-bourgeois. Le bruit m'empêche de dormir. Et quitte à passer la nuit là-dedans, autant roupiller un peu, histoire d'être en forme si, par le plus grand des hasards, je devais passer devant un juge le lendemain. Un des trois flics accepte. Il pose les boules quies sur la table. Un de ses collègues les remet dans la boîte où sont mes affaires. Le flic sympa les remet sur la table, et dit un truc en danois au méchant. Comme d'habitude, chez les flics, c'est le méchant qui gagne : les boules quies retournent dans la boîte. Tant pis pour le juge et mon confort petit bourgeois.

Ils me font enlever mes chaussures, et prendre ma boîte en plastique, puis m'amènent dans le hangar attendant. La photo (cf. ci-dessous) qui circule depuis le début de la COP15, et ce que racontent les copains arrêtés la semaine passée était donc vrai : des cages, côte-à-côte, deux mètres de haut, trois de large et neuf de long. Je suis dans la cage 25. Il y a en a au moins 40. Au centre, des remorques, qui servent de toilettes. On trouve les mêmes à Cristiania. Rationalisation de la répression, neuvième acte.



Les voix de la rationalisation sont parfois impénétrables : dans ma cage, nous sommes deux. Ils sont sept dans celle d'à-côté, et continueront à la remplir, jusqu'à douze. Tous, ou presque, allemands, tous, ou presque, arrêtés dans le green-bloc, tous, ou presque, plutôt tendance black-bloc. Mes compagnons de fourgon cellulaire arrivent une bonne heure et demie plus tard. Ca gueule dans tous les sens, contre les flics. Pas le meilleur moyen de s'assurer un séjour aussi bref que plaisant dans cette prison ou dans une autre, mais je n'ose pas vraiment dire à mon voisin que ces insultes ressortissent d'une tactique politique dont l'efficacité m'échappe.

Les flics amènent de l'eau à certaines cages. J'en demande, réponse « yes, but you'll have to wait a little, we are very busy ». C'est sûr qu'à force de multiplier les arrestations arbitraires, on a beau être nombreux, on est vite en sous-effectif.

Dès qu'un flic vient chercher quelqu'un, il se dirige sans hésiter vers la cage en question, et, grâce aux photos collées sur les boîtes, repère la tête qui correspond au nom qu'on lui a donné. Rationalisation de la répression, dixième acte.

Trois officiers viennent me chercher. « We're going to the station, where you will be questioned ». On remet les bracelets rislan. Côté petit bourgeois, deuxième acte : « not too tight, please », je leur demande. « Are you going to resist ? », me répond un officier. « Well, I guess you're stronger than me, so I won't », je leur rétorque, moyennant quoi, ce sera moins serré, tellement que c'en est inutile. On sort par la porte arrière, camionnette banalisée. Et ma petite boîte, avec ma photo dessus, me suit encore. Rationalisation de la répression, onzième acte.

Pas de sirène cette fois-ci. On arrive dans un parking souterrain, au fond duquel s'ouvre un portail, derrière lequel se trouve un autre parking, plein de véhicules banalisés. La portière de la voiture ne s'ouvre pas. Le flic qui est à l'arrière essaie de l'ouvrir, sans

succès. « I guess you're under arrest too », je lui dis. « Yes probably », il répond. « So tell me, what have you done ». Il hésite : « well, I don't know, bad behavior probably ». Une arrestation préventive de plus ? Non, finalement, la porte coulisse. Heureusement pour le flic, et tant pis pour moi. Une petite porte s'ouvre dans le parking. Derrière, cinq flics. Grands sourires de circonstance. Et ma boîte, toujours, qui me suit, jusqu'à la porte de ma cellule. En béton, la cellule, individuelle, cette fois, avec un 'vrai' matelas, et frigorifique. On m'amène une couverture, et des fruits, et bientôt un compagnon. Il était dans la cage à côté de la mienne, et pense être transféré ici parce qu'il s'est rebellé. Il « pense », parce qu'on n'en sait rien. Quand je demande à mes chauffeurs ce qui va se passer, ils me disent « We don't know. We're just doing the transport ». La division du travail est un bon moyen de noyer l'info, et de nous maintenir dans l'incertitude. D'ailleurs, il n'y a d'horloge nulle part. Impossible de savoir depuis combien de temps je suis arrêté. Ça n'aide pas à faire valoir des droits. Rationalisation de la répression, douzième acte.

Au bout d'un moment, deux officiers arrivent, et me demandent si je les autorise à récupérer des données de mes deux téléphones. Je réponds que je souhaite d'abord parler à un avocat, leur rappelle que c'est mon droit, et que je n'ai pas encore pu passer mon coup de fil. Sa réponse : votre situation dépend de ce qu'on trouvera dans vos téléphones. « Si on trouve des choses, vous pourrez appeler un avocat ». Gros coup de lassitude : ils sont tous aimables, répondent à chaque demande en disant que ça va aller vite, et au final, je n'en sais pas plus qu'il y a 5 heures ? 6 heures ? 7 heures ? Je n'en sais trop rien. De toute manière, que je les autorise à toucher à mes téléphones ou non, ils le feront probablement. Vu qu'il n'y a rien de sensible, que des numéros publics, j'accepte. Pas très glorieux, tout ça. Côté petit bourgeois, troisième acte. On m'annonce alors qu'ils reviendront m'interroger plus tard.

Deux heures après, je suis libéré. Aucune charge n'est retenue contre moi. Au final, pourquoi ai-je été victime d'une arrestation ciblée et « préventive » ? Parce que j'avais été identifié comme l'un des coordinateurs de la manif, par ailleurs autorisée par les autorités ? Parce que je connais des militants et des activistes internationaux ?

Et quelle est l'infraction, ou le crime, que cette arrestation était censée prévenir ? J'ai passé au moins 6 heures en garde-à-vue, sans avoir pu passer le coup de fil auquel j'ai droit, et que j'ai demandé à pouvoir passer à peu près toutes les 30 minutes. Je n'ai eu aucune information sur ce qui se passait, si ce n'est « on va vous emmener d'ici à là ». Mais je n'ai eu affaire qu'à des flics aimables, corrects. C'est tout juste s'ils ne m'ont pas accompagné jusqu'à la gare, à ma sortie du commissariat, pour s'assurer que je ne m'égarais pas en rentrant.

Être poli, affable, et souriant : un pas vers l'humanisation de la répression ? Pas du tout, rationalisation, treizième et dernier acte : un moyen de noyer le poisson, de ne donner les infos qu'au compte goutte, et de balader les personnes en garde-à-vue à sa guise. À la « climate jail », les flics remettent à chaque gardé à vue trois pages, avec les droits des personnes arrêtées, dans leur langue maternelle (ils ont au moins danois, français, anglais et allemand). Transparence ? Pas si sûr : ainsi « la garde-à-vue ne devra pas excéder six heures, si possible ». Et « dans le cas d'une arrestation lors d'un rassemblement collectif (une manifestation par exemple) la garde-à-vue ne devra pas excéder douze heures, si possible ». Tout est dans le si possible, laissé à l'appréciation de

la gigantesque machine policière déployée par le Danemark. « Si possible » : on se croirait à la COP : nous réduirons les gaz à effet de serre, « si possible ».

Une machine bien huilée, rationalisée à l'extrême, dans laquelle le militant arrêté n'est qu'un objet, celui là même qu'il faut gérer avec le plus d'efficacité possible. C'est-à-dire, entre autres, sans lui communiquer d'informations sur ce qui lui arrive. Pour la simple et bonne raison que ce qui lui arrive, c'est l'absurde, l'arbitraire, et que le lui dire, le reconnaître, entrerait en contradiction totale avec la rationalisation des procédures de répression prévues par les lois spécialement votées avant la COP15. Lois qui ne seront sans doute jamais abrogées... et s'appliqueront donc désormais à toute manifestation organisée au Danemark.

Tadzio, Styne et Britain sont, aux côtés d'une bonne dizaine d'activistes, maintenu-e-s dans les geôles danoises. Tou-te-s trois ont été arrêtés par des agents en civil. Styne et Tina étaient sur le camion qui transportait la sono du bloc bleu. Manif autorisée, camion inclus. Ils/elles seront prochainement jugé-e-s, et sont inculpé-e-s d'incitation à la violence : l'arbitraire ne dure pas toujours seulement six ou sept heures. Dans leur cas, s'ils et elles sont condamné-e-s, il pourrait bien durer plusieurs années.

La pétition pour demander la libération des activistes détenus se trouve ici :

<http://www.petitiononline.com/Tadzio/petition.html>